

COMMUNE DE MALZÉVILLE
CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 12 DÉCEMBRE 2019

Salle polyvalente Michel Dinot - Place François Mitterrand

Conseillers municipaux en exercice : 29

Membres présents à la séance : 22

Bertrand KLING, Jean-Pierre ROUILLON, Marie-José AMAH, Pascal PELINSKI, Malika TRANCHINA, Jean-Marie HIRTZ, Philippe BERTRAND-DRIRA, Daniel THOMASSIN, Stéphanie GRUET, Baptiste PAVOT, Irène GIRARD, Béatrice BAURAIN De BERNARDO, Claire FLORENTIN-POIZOT, Jessica NATALINO, Elisabeth LETONDOR, Pierre BIYELA, Jean-Marc RENARD, Francine VERBRUGGHE, Corinne MARCHAL-TARNUS, Salvatore LIVOLSI, Catherine CHOTEAU-LESNES, Sylvaine SCAGLIA

Conseillers absents - excusés : Marc BARRON

Procurations : Jean-François HUGUENIN-VIRCHAUX à Daniel THOMASSIN
Philippe ROLIN à Jean-Pierre ROUILLON
Marie-Claire D'AGOSTINO à Pierre BIYELA
Adrien BONNET à Bertrand KLING
Jean-Claude BOULY à Corinne MARCHAL-TARNUS
Jean-Yves SAUSEY à Salvatore LIVOLSI

Votants : 28

Secrétaire de séance : Daniel THOMASSIN

Date convocation : 6 décembre 2019

N°2019-061

Objet : Motion sur le projet de fermeture de la trésorerie et des services fiscaux d'Essey-lès-Nancy

Rubrique : 9.4

Rapporteur : Jean-Pierre ROUILLON

La Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) a engagé une démarche visant à réorganiser l'ensemble de son réseau territorial et de ses implantations sous l'autorité du ministre de l'action et des comptes publics.

Cette démarche s'appuie sur une vision pluriannuelle des suppressions d'emplois à la DGFIP et la montée en puissance du numérique. Elle a été baptisée « géographie revisitée » et se traduit par :

- des suppressions de trésoreries de proximité, qui seraient renommées « services de gestion comptable »,
- la mise en place de conseillers comptables,
- la réduction du nombre et le regroupement de services des impôts des particuliers (SIP), de services des impôts des entreprises (SIE), de services de la publicité foncière, (SPF) et d'autres services plus spécialisés (les services locaux de contrôle fiscal par exemple),
- des transferts de services au sein des départements et de grandes villes vers d'autres territoires.

Le gouvernement promeut les « points de contacts » qu'il entend mettre en place au travers des « maisons France service » et de formes d'accueil itinérants. Ceux-ci sont censés permettre à la population d'être renseignée « au bon moment », c'est-à-dire ponctuellement et non de manière pérenne. Le gouvernement aurait pu privilégier la mise en place de « maisons France services » là où le service public avait été supprimé de longue date. Mais il a choisi de refondre le réseau territorial de la DGFIP alors que les besoins de la population et des élus locaux sont importants et le demeureront à l'avenir.

Le projet « géographie revisitée » se traduira d'abord par un très fort repli de la DGFIP. En particulier, pour les communes où des services de la DGFIP étaient implantés (trésoreries, SIP, SIE, etc) et seraient remplacés par une « maison France service », la perte serait importante. Cette perte concerne tout à la fois le service public et l'économie locale.

Pour la ville de Malzéville, cela se traduira par la fermeture de la trésorerie et les services fiscaux d'Essey-lès-Nancy et la création en remplacement d'une « maison France service ».

Cela veut dire que la plupart des agents des finances publiques n'y travailleront plus. En conséquence, nos concitoyens devront effectuer des trajets plus longs ou devront se débrouiller par eux-mêmes avec internet pour leurs démarches.

Ainsi, la fermeture de la trésorerie d'Essey-lès-Nancy pénalisera d'abord la population malzévilloise. Les conséquences évidentes seront des difficultés supplémentaires pour les usagers puisque :

- le suivi de dossiers à distance est difficile,
- les déplacements seront plus longs et moins économiques,
- l'attente sera d'autant plus importante que les usagers d'autres communes se rendront dans les services qui seront maintenus en nombre restreint...

C'est pourquoi, le repli du service public est d'autant plus inquiétant que pour les populations, sa présence est la garantie d'une accessibilité et d'un traitement équitable en prenant notamment en considération les besoins de la population locale.

En outre, il faut rappeler l'importance d'une trésorerie pour les collectivités dans l'aide, le soutien et le conseil apportés au quotidien notamment lors de l'établissement par le comptable public des budgets communaux ou encore pour le paiement des salaires des employés territoriaux.

Sur ces motifs, le Conseil municipal de la ville de Malzéville demande au gouvernement et aux autorités de la DGFIP le maintien et le renforcement d'un réel service public de proximité par le maintien de la trésorerie et les services fiscaux d'Essey-lès-Nancy afin d'exercer dans de bonnes conditions ses missions.

Le conseil municipal,
Après en avoir délibéré à l'unanimité,
4 abstentions : Corinne MARCHAL-TARNUS,
Jean-Claude BOULY, Salvatore LIVOLSI,
Jean-Yves SAUSEY

Approuve la motion sur le projet de fermeture de la trésorerie et des services fiscaux d'Essey-lès-Nancy



Le Maire,

Bertrand KLING